# Langue de publication des politologues francophones du Canada<sup>1</sup>

François Rocher *Université d'Ottawa*Daniel Stockemer *Université d'Ottawa* 

Nul ne conteste le fait que l'anglais soit devenu la lingua franca dans presque tous les domaines scientifiques. Toutefois, cette tendance lourde s'est déployée de manière différenciée dans le champ scientifique. L'anglais domine notamment dans les sciences naturelles, pures et biomédicales. Il en va autrement dans les sciences sociales et les humanités, où certains objets de recherche sont plus locaux et s'adressent par conséquent à un auditoire différent. Ainsi, au-delà du caractère dominant de l'anglais, la réalité est plus complexe. Si presque tous les politologues francophones publient en anglais, la plupart ne publient pas qu'en anglais et nombreux sont ceux qui continuent à privilégier leur langue maternelle. Il n'existe cependant pas de données portant spécifiquement sur la science politique, encore moins sur les pratiques linguistiques au sein de la discipline au Canada. La question ne se pose généralement pas pour les politologues dont l'anglais est la langue maternelle ou première. Il en va différemment pour les politologues francophones qui doivent faire un choix stratégique en ce qui concerne la langue de publication de leurs travaux. De plus, la science politique, comme discipline, recouvre un vaste champ d'études qui inclut entre autres l'analyse des institutions domestiques ou internationales, l'économie politique, le comportement électoral, la pensée et la philosophie politiques, l'analyse des politiques publiques, la politique comparée, le fonctionnement des organisations et de l'administration publique, l'étude des acteurs politiques, l'interaction entre la société civile et l'État, etc. En d'autres termes, les pratiques

François Rocher, École d'études politiques, Université d'Ottawa, Faculté des sciences sociales, 120 Université, pièce 7005 Ottawa, Ontario, K1N 6N5, email: François. Rocher@uottawa.ca

Daniel Stockemer, École d'études politiques, Université d'Ottawa, Faculté des sciences sociales, 120 Université, pièce 7005 Ottawa, Ontario, K1N 6N5, email: dstockem@uottawa.ca

linguistiques en matière de publication peuvent varier d'un domaine à l'autre même si ces derniers appartiennent tous à la grande famille de la science politique.

L'objet de ce texte est de dresser un portrait de la situation sur cette question. Plus précisément, il vise à rendre compte de la langue de diffusion des connaissances des politologues francophones canadiens et de voir si les choix sont différents en prenant en considération les variables suivantes : les sous-champs de la discipline (politique canadienne et québécoise, relations internationales, politique comparée, pensée et théorie, administration publique), le fait d'avoir rédigé sa thèse de doctorat en français, la langue officielle de l'institution l'ayant décernée, la participation à un groupe de recherche dont la langue d'usage est le français, le genre et le rang professoral. Ce texte cherche aussi à mettre en relief les raisons qui expliquent l'usage de l'une ou l'autre langue. Finalement, il rend compte des facteurs qui pourraient encourager les politologues francophones à publier davantage en français.

Pour répondre à ces questions, nous avons réalisé un sondage en ligne auprès de l'ensemble des politologues francophones détenant un poste (permanent ou menant à la permanence) dans toutes les universités canadiennes. Ce sont les résultats de cette enquête dont nous faisons état.

Cet article compte trois parties. La première rappelle le contexte général ayant donné lieu à un accroissement significatif des publications en anglais au cours des dernières décennies. Elle souligne les avantages et les inconvénients associés aux choix de diffusion des connaissances auxquels font face les chercheurs non anglophones. La deuxième partie présente la méthodologie de notre étude alors que la dernière en analyse les résultats.

### Un contexte favorable à l'anglais

Dans les années 1980, le Conseil de la langue française du gouvernement du Québec (CLF) se préoccupait déjà de la tendance des chercheurs à publier de plus en plus en anglais. Ce phénomène avait donné lieu à plusieurs études portant sur les pratiques linguistiques des scientifiques francophones (Drapeau, 1991; Gingras et Limoges, 1991; Gingras et Médaille, 1991; Rocher, 1991). Les autorités publiques y voyaient un problème à propos duquel elles devaient intervenir. Yves Gingras, historien des sciences, rapportait que les trois quarts des chercheurs en sciences humaines croyaient que l'utilisation du français constituait une responsabilité sociale à l'endroit de leurs concitoyens et de leur culture (1984 : 291). La science était donc abordée en fonction de son espace national. Science, promotion de l'espace politique national et culture étaient étroitement imbriquées, surtout dans les sciences sociales et les humanités. En ce sens, l'usage d'une langue n'est jamais neutre.

**Résumé.** Cette étude présente les résultats d'un sondage réalisé auprès des politologues francophones du Canada portant sur la langue de diffusion des connaissances en science politique. Même si la quasi-totalité des politologues francophones est d'accord avec l'énoncé voulant que l'anglais soit devenu la *lingua franca* de la science politique, le français continue à occuper une place importante dans la diffusion des connaissances. Toutefois, il existe plusieurs variations en fonction de la langue dans laquelle la thèse de doctorat a été rédigée, du sous-champ disciplinaire dans lequel s'inscrivent les travaux et du rang professoral. Les choix linguistiques sont largement motivés par la volonté de rejoindre le plus vaste auditoire possible tout en obtenant la reconnaissance auprès des pairs.

**Summary.** This study presents the results of a survey of Canada's francophone political scientists on the language of knowledge dissemination in political science. Although almost all francophone political scientists agreed with the statement that English has become the *lingua franca* of political science, French continues to be a significant part of the dissemination of knowledge. However, there are important variations in language usage depending on the language in which the dissertation was written, the disciplinary sub-field within the discipline, and academic rank. Language choices are largely motivated by the desire to reach the widest possible audience while garnering recognition from peers.

Le CLF faisait remarquer que l'usage plus fréquent de l'anglais par les chercheurs francophones (et des autres langues nationales) pouvait s'expliquer par la combinaison de facteurs structurels et conjoncturels (CLF, 1986). Le principal facteur structurel est d'ordre pratique. Le savoir ne peut progresser qu'à travers la multiplication des communications. Un véhicule lui est dès lors nécessaire et la langue anglaise s'est graduellement imposée pour remplir cette fonction, déclassant de ce fait l'usage d'autres langues comme l'allemand ou le français—tout comme fut marginalisé le recours au latin pourtant dominant au cours de la Renaissance. Dans cette perspective, la principale mission du chercheur est d'abord et avant tout de contribuer au progrès de la science.

Le choix de la langue de communication relève aussi d'un calcul rationnel. Le chercheur veut être lu et s'assurer que ses travaux exercent une certaine influence dans son domaine. Règle générale, publier en anglais augmente les chances d'obtenir un nombre plus élevé de citations et d'être considéré par ses pairs comme « performant » pour qui s'intéresse au facteur d'impact (Imbeau et Ouimet, 2012 : 39 et 60). De la même manière, publier dans des revues à haut niveau d'impact augmente le nombre de citations obtenues (Montpetit, Blais et Foucault, 2008). Une étude réalisée pour le compte du Conseil supérieur de la langue française faisait remarquer que « ce qui compte vraiment pour la reconnaissance du travail d'un chercheur, ce n'est pas seulement la publication de ses travaux de recherche, mais c'est surtout le fait que ceux-ci soient cités le plus souvent possible et, donc, qu'ils soient diffusés à large échelle » (Dion, 2012 : 19). Cet impératif interpelle les chercheurs, d'autant plus

que ces derniers sont grandement incités à le faire par leur institution d'attache qui cherche à améliorer ses indicateurs de performance et, ce faisant, son classement à l'échelle internationale. L'internationalisation de la recherche se conjugue à la fois au singulier – du point de vue du chercheur –, mais aussi au pluriel alors que les institutions de recherche souscrivent à ce modèle de diffusion des connaissances.

La logique du marché – qui se traduit par la nécessité de rejoindre un auditoire qui accorde une valeur à la production scientifique-fait en sorte qu'il est sensé, raisonnable et judicieux de publier dans une langue donnée lorsque l'objet de la recherche se rattache à une réalité locale ou nationale, que l'auditoire principal potentiellement intéressé par les résultats de la recherche évolue dans cette langue. Ce public cible, ou cette communauté de chercheurs, est, par voie de conséquence, plus susceptible d'utiliser et de citer ses travaux. La volonté d'atteindre un public international, sur certains thèmes de recherche, favorise l'usage de l'anglais, mais aussi de l'allemand, de l'espagnol, du russe, du chinois, etc. En somme, il faut qu'il y ait corrélation entre la langue de communication et l'auditoire. À cet égard, les chercheurs dans les humanités et les sciences sociales se posent continuellement la question de la réception de leurs travaux quand il s'agit de choisir la langue de diffusion des connaissances. La situation est différente dans les sciences dites naturelles. L'objet d'étude transcende les communautés humaines, comme ce peut être le cas pour les mathématiques, la biologie, la médecine, l'astrophysique, la géologie, le génie mécanique, etc. (Gingras, 1984 : 289-290). Le recours à une langue commune s'explique en partie par le caractère universel de l'objet d'étude. Par exemple, la résolution d'une équation mathématique ou la découverte d'exoplanètes nécessite des collaborations internationales et l'usage d'une langue commune s'est imposé aussi bien pour des raisons pragmatiques que politiques.

De la même manière, d'un point de vue conjoncturel, l'acquisition d'une langue seconde ne se fait pas à la légère et ne saurait être totalement libre. Les conditions d'acquisition s'inscrivent dans des contextes sociaux spécifiques largement déterminés par les idéologies et les pratiques dominantes et reflètent les fins souhaitées par les acteurs dont la position est prépondérante (Canagarajah, 2007 : 936). Certains n'hésitent pas à qualifier cette réalité d'impérialisme linguistique (Phillipson, 1992 et 2015; Pennycook, 1998; Hamel, 2006; Altbach, 2007). Devant ce phénomène, les chercheurs individuels n'ont qu'une marge de manœuvre réduite. Il n'est pas anodin de faire remarquer que l'essentiel des publications dites internationales, telles que répertoriées dans la base de données Web of Science, sont produites en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest (et, dans une moindre mesure, en Océanie) et que les autres régions y sont nettement moins présentes (Frenken, Hoekman et Hardeman, 2010 : 145; voir aussi Lillis et Curry, 2010). Comme le soulignait l'économiste

Jean-François Laslier, « the prevalence of the American language cannot be separated from the domination of US universities in academic institutions » (2016:3).

Depuis la Seconde Guerre mondiale, profitant du déclin des grandes puissances européennes (notamment l'Allemagne et la France), l'anglais s'est imposé en profitant d'une conjoncture qui lui était favorable. Les États-Unis sont devenus le pôle majeur d'influence dans le monde occidental, tant sur les plans politique, économique, militaire que scientifique, permettant ainsi d'imposer leur langue dans les échanges de toutes natures (CLF, 1986; Crystal, 2003). Cette hégémonie s'est entre autres manifestée par le développement d'indicateurs de performance qui recensent des articles publiés presque exclusivement en anglais (par exemple, le Social Sciences Citation Index (SSCI), le Sciences Citation Index (SCI) ou le Arts and Humanities Citation Index (A and HCI)) contrôlés par des institutions américaines, phénomène facilité par le recours croissant aux outils bibliométriques (Sandelin et Sarafoglou, 2004; Ammon, 2012 : 349). Le linguiste allemand Ulrich Ammon résume la situation dans les termes suivants :

The First World War, the Second World War and the fall of the Soviet bloc all helped to accelerate the expansion of English. The USA became a global centre for science. Its language supremacy was enhanced by a combination of factors. These included superior resources for research and for the development of bibliographical databases and citation indices; the abolition of foreign language requirements in US universities (forcing others to use English); and halo effects such as the extension of academic prestige to the English language (Ammon, 2010: 157).

En somme, les choix linguistiques répondent à des pressions idéologiques et culturelles ; mais ils s'inscrivent aussi dans une rationalité économique qui consiste, pour chaque chercheur, à identifier les conditions qui vont lui permettre d'accroître sa valeur – mesurée sous forme de réputation, de prestige – et lui donner ainsi accès à des bénéfices – promotions, fonds de recherche, réseautage, invitations par d'autres institutions nationales ou internationales – qui ne sont pas négligeables. Ces facteurs structurels et conjoncturels favorisent l'usage de la langue anglaise.

Si l'anglais est devenu la langue dominante de communication, c'est qu'elle procure des avantages qui l'emportent sur les inconvénients. Parmi toutes les raisons évoquées dans la littérature, celle qui prédomine tient finalement en peu de mots. Comme l'écrivait André Blais, « English is the language of international political science and those who wish to take part in the international political science community need to publish in English » (2016 : 2). L'attrait exercé par la langue anglaise est renforcé par le fait que celle-ci est maîtrisée, bien qu'à des degrés divers,

par presque tous les chercheurs dans le monde (Crystal, 2003; Montgomery, 2013). L'usage d'une langue commune simplifie aussi le choix quant à la langue seconde pour les locuteurs autres que de langue anglaise. Puisque la quasi-totalité des scientifiques peut communiquer en anglais, il devient moins utile d'acquérir une troisième, voire plusieurs autres langues. La connaissance de l'anglais est suffisante. Et pour les scientifiques dont l'anglais est la langue maternelle, la nécessité d'apprendre une autre langue n'est pas impérative. Le politologue américain David Lublin rapporte avec une certaine candeur, « [i]n my own effort to acquire knowledge about minorities in Greece as part of a larger research project, it proved invaluable to access research in English written by local scholars. If the articles had been written in Greek or another Balkan language, I could not have read them for the simple reason that I studied other languages » (2016 : 2). En somme, l'usage de l'anglais facilite la communication à grande échelle, réduit les tergiversations quant au choix d'une seconde langue, tout en levant l'hypothèque de l'apprentissage d'une autre langue pour les chercheurs anglo-saxons.

Cette dynamique tend à renforcer l'usage de l'anglais dans la mesure où s'accroissent simultanément le nombre de lecteurs des publications scientifiques et la qualité du marché scientifique (compétence des chercheurs, standards de la recherche, richesse des travaux et des données accessibles, profondeur des réseaux, etc.) qui se déploie dans cette langue. Ammon faisait d'ailleurs remarquer que, « [t]he prominence of English as the international language of science is presumably largely a consequence of these market conditions » (2006 : 7). Ces facteurs de nature qualitative et quantitative assurent non seulement la santé du marché scientifique qui se développe en anglais, mais aussi consolident son pouvoir d'attraction auprès de l'ensemble de la communauté scientifique.

D'autres arguments sont parfois évoqués en faveur de la langue anglaise. Par exemple, Lublin fait référence au génie de cette langue qui se distinguerait par sa facilité d'apprentissage, sa simplicité relative, sa neutralité des genres, la richesse de son vocabulaire et sa remarquable flexibilité (2016 : 5–6). Au final, l'anglais est présenté comme la langue qui a réussi à s'imposer et il serait illusoire de vouloir en changer, particulièrement pour ce qui est de la science politique, d'autant plus qu'il s'agit d'un « versatile and perhaps unusually adaptive language with a wide vocabulary » (Ibid : 7). C'est donc l'argument de la supériorité intrinsèque de l'anglais qui est mis de l'avant. L'affaire est ipso facto entendue.

Sans être en mesure de remettre en question la domination exercée par la langue anglaise dans les communications scientifiques, de nombreux auteurs s'inquiètent de ses effets délétères sur les activités scientifiques au sein des collectivités qui ne partagent pas cette langue. Du point de vue du chercheur, les coûts associés à l'apprentissage linguistique sont

importants (Burrough-Boenisch, 2006; Tonkin, 2008). Même lorsqu'ils maîtrisent suffisamment l'anglais pour pouvoir communiquer dans cette langue, les études démontrent que le taux d'acceptation de leurs manuscrits dans les revues scientifiques (même après avoir subi une révision linguistique) est moins élevé que pour les chercheurs dont l'anglais est la langue maternelle. Pour Ammon, « [e]ven if non-Anglophones invest heavily in language learning and text correction they will, as a rule, come up with poorer results than they would in their own language: their texts will tend to be stylistically less refined and, therefore, altogether less convincing at least for native Anglophones » (2006 : 14). En d'autres termes, ceux qui n'appartiennent pas au monde anglo-saxon peuvent être victimes d'une forme de discrimination systémique ou, à tout le moins, ne pas avoir les mêmes avantages et faire face à une situation qui va à l'encontre du principe général d'équité (Rocher, 2007; Van Parijs, 2011). De plus, l'hégémonie de la langue anglaise peut avoir des conséquences sur la nature même de la pratique scientifique. Par exemple, le CLF s'inquiétait du contrôle exercé par les institutions anglo-américaines sur la diffusion de l'information scientifique et du pouvoir que cela leur conférait sur le développement de la science en fonction de leurs intérêts et de leurs priorités (CLF, 1986). D'autres ont souligné la possibilité d'un appauvrissement des perspectives, des méthodes et des cadres théoriques. La langue, son vocabulaire, ses structures, ses référents constituent des éléments importants dans la perspective privilégiée par les auteurs lorsqu'ils abordent des enjeux sociétaux. Ainsi, il y a un chevauchement entre les cultures politiques et linguistiques. Pour Kraus, « this overlap has consequences for how we do political science, as particular political concepts are linked to particular linguistic cultures » (2016 : 3). C'est dire qu'il existe des variations, une certaine diversité, dans la manière dont les langues circonscrivent et organisent les domaines clés de la vie politique, la façon dont les enjeux politiques prennent une connotation particulière dans des espaces linguistiques distincts. Ces particularités peuvent être perdues, sinon appauvries, lorsqu'elles font l'objet d'un transfert linguistique, parfois parce que des termes, bien que relativement semblables, renvoient à des réalités culturelles différentes (de Swann, 2001). Ce faisant, la domination d'une langue entraîne la perte d'une multiplicité de perspectives avec, à la clé, le danger de la propagation d'une pensée ou d'une perspective unique. Kraus, loin de trouver cette conclusion exagérée, y souscrit pleinement :

I find it hardly exaggerated to speak of a methodological 'monoperspectivism' with regard to how political science deals with the role of language in politics. At the level of state units, the assumption is that political communication takes place along the standard established by a dominant language. At the international level, this dominant role is then assigned to English. Language is seen as a factor that is exogenous to both politics and

political science. However, as historical and present-day experience shows, language standardization is nothing but politics (2016 : 6).

La thèse selon laquelle le monolinguisme scientifique pourrait limiter la création du savoir scientifique est pourtant remise en question. En effet, seuls les chercheurs dont l'anglais est la langue maternelle peuvent se permettre d'être unilingues (et le multilinguisme semble être en déclin parmi les jeunes chercheurs anglophones), bien que cela puisse réduire la qualité de leurs recherches, les sujets sur lesquels ils peuvent se pencher ainsi que leur mobilité (Dion, 2012 : 30; Levitt et coll., 2009). Tous les autres sont tenus d'être au moins bilingues et peuvent conséquemment tirer profit des ressources cognitives découlant de leur accès à plusieurs univers linguistiques. Leur approche multilingue leur procure donc un avantage créatif pouvant partiellement compenser les désavantages associés au fait que l'anglais soit leur langue seconde (Ammon, 2006 : 17). Il n'en demeure pas moins que cette plus grande créativité – qui reste à démontrer – doit ultimement se traduire par des publications en langue anglaise, univers auquel ils accèdent plus difficilement.

Somme toute, bien que les pressions qui s'exercent sur les nonanglophones pour communiquer les résultats de leurs recherches en langue anglaise soient fortes et aillent en s'accroissant, il n'en demeure pas moins que plusieurs continuent à publier dans une autre langue. Il sera intéressant de voir dans quelle mesure cela est le cas des politologues francophones du Canada. Dans quelle proportion publient-ils soit dans leur langue maternelle ou en anglais? La propension à publier dans une langue plutôt que dans une autre est-elle uniforme au sein de cette communauté scientifique spécifique? Quels sont les facteurs structurels ou institutionnels qui les incitent à publier soit en français soit en anglais? Ce sont ces questions auxquelles nous voudrions apporter quelques réponses.

### Méthodologie

Dans le but de connaître la langue de diffusion des connaissances en science politique, nous avons réalisé un sondage en ligne qui s'adressait aux politologues francophones qui détenaient un poste régulier (permanent ou menant à la permanence) au sein des universités canadiennes. Nous avons défini un francophone comme une personne dont le français est la première langue – ce qui n'inclut donc pas les francophiles, à savoir les individus qui maîtrisent la langue française et l'utilisent à l'occasion. La première étape a consisté à identifier les répondants potentiels appartenant à la population ciblée. Pour y arriver, nous avons consulté tous les sites Internet de tous les départements de science politique au Canada. L'identification des participants a fait l'objet d'une triangulation de trois

critères: notre connaissance personnelle des collègues, la consonance des patronymes et l'analyse détaillée des informations disponibles sur Internet (institutions ayant décerné un diplôme, langues de publication ou de communication, etc.). Cette manière de procéder nous permettait d'éviter d'exclure des politologues ayant des patronymes non français. Il est toutefois possible que certaines personnes soient passées à travers les mailles de notre filet. Comme ils sont fort probablement peu nombreux, nous considérons que notre population est quasi exhaustive. Au final, 195 personnes ont été identifiées.

Le sondage comptait 31 questions : six questions à caractère démographiques (sous-discipline principale; langue(s) officielle(s) de la dernière institution universitaire fréquentée; langue de rédaction de la thèse de doctorat; genre; localisation de l'université-employeur; rang professoral); trois questions portant sur la participation à des groupes de recherche; 13 questions portant sur les pratiques linguistiques universitaires (pourcentage des publications et des communications selon la langue, motifs principaux pour lesquels les répondants diffusent leurs connaissances dans une langue ou une autre, langue de rédaction, recours à un service de traduction et/ou de révision linguistique, lieux des conférences présentées, langue d'enseignement, langue des lectures obligatoires mises au programme d'enseignement, la langue des demandes de subventions externes); huit questions de préférences ou d'opinion (langue de publication préférée, importance de la langue de diffusion sur la carrière universitaire; statut de l'anglais; influence de la langue sur le choix des enjeux traités, avantages liés à l'adoption de l'anglais); et finalement une question ouverte demandant de commenter les enjeux linguistiques liés aux pratiques de publication / communication en science politique. Pour valider le guestionnaire, nous avons effectué un prétest auprès de dix collègues à l'Université d'Ottawa dans des disciplines connexes à la science politique (sociologie, anthropologie, criminologie). Cela nous a permis de réviser les questions et d'en améliorer la clarté.

Le questionnaire, pour lequel nous avons obtenu un certificat d'éthique du Bureau d'éthique et d'intégrité de la recherche de l'Université d'Ottawa, a été envoyé aux 195 personnes composant notre population. Après un premier envoi, deux rappels furent ensuite acheminés aux personnes n'ayant pas encore répondu. Le sondage a été mené pendant 15 jours et il garantissait l'anonymat des participants. Au final, 125 questionnaires furent remplis, ce qui se traduit par un taux de participation de 64,1 pour cent. La répartition des répondants nous semble représentative de la population des politologues francophones. En ce qui concerne les universités d'attache, 59,2 pour cent des participants (74) étaient localisés au Québec, 33,6 pour cent (42) travaillaient dans une université ontarienne et 7,2 pour cent (9) dans un établissement situé ailleurs au Canada. La répartition selon le rang professoral était la suivante : professeur(e)s

adjoint(e)s – 18,4 pour cent (23); professeur(e)s agrégé(e)s – 40,8 pour cent (51); professeur(e)s titulaires – 36 pour cent (54) et professeur(e)s associé(e)s ou émérites – 4,8 pour cent (6). La représentation selon le genre des répondants reflète parfaitement les pourcentages de la population, à savoir 25,6 pour cent de femmes (32); 72 pour cent d'hommes (90) et 2,4 pour cent pour qui aucune de ces deux options ne s'appliquait (3). Finalement, bien qu'il y ait plusieurs typologies possibles quant à la manière d'identifier les sous-champs de la discipline, nous avons opté pour des catégories qui reflètent les découpages que nous retrouvons dans presque tous les départements de science politique au Canada. Ainsi, la répartition des répondants en fonction de ces sous-champs était la suivante : politique québécoise / canadienne – 20,3 pour cent (26); politique comparée – 12,5 pour cent (16); pensée et théorie politiques – 8,6 pour cent (11); relations internationales – 28,9 pour cent (37); administration publique 14,8 pour cent (19) et autres domaines – 14,8 pour cent (19).

Pour analyser le choix des politologues francophones canadiens de publier en français ou en anglais, nous proposons trois statistiques spécifiques. Premièrement, nous présentons des données univariées de nos deux variables dépendantes-le pourcentage des publications en français et en anglais depuis les cinq dernières années. Ces deux variables ordinales contiennent chacune cinq catégories (0%, 1–33%, 34–66%, 67– 99% et 100%). Pour les deux langues, nous affichons le pourcentage moyen dans chacune des deux grilles. Deuxièmement, nous proposons une analyse multivariée des facteurs structurels incitant un chercheur à publier soit en français soit en anglais. La variable dépendante est ordinale – á savoir le pourcentage des publications en français. Nous avons identifié six variables indépendantes pouvant influencer la propension d'un chercheur à publier en français. Ces six variables indépendantes sont : (1) les sous-champs de la discipline – opérationnalisés par cinq variables binaires (politique canadienne / québécoise, théorie / pensée politique, politique comparée, administration publique et autre); le sous-champ des relations internationales sert de catégorie de référence; (2) une variable binaire indiquant si le répondant a rédigé sa thèse en français ou non; (3) une variable binaire indiquant si le répondant a fait son doctorat dans une institution dont la langue est le français ; (4) une variable binaire indiquant si le répondant participe à un groupe de recherche pour lequel la langue de fonctionnement est le français; (5) une variable binaire pour le sexe; et (6) un indicateur relatif au rang professoral, que nous opérationnalisons par trois variables binaires pour les professeurs agrégés, les professeurs titulaires et les professeurs émérites – les professeurs adjoints servent de catégorie de référence.

Troisièmement, nous proposons deux analyses multivariées mesurant les motivations des chercheurs à publier en anglais ou en français. À la suite de la question « quel motif principal vous incite à publier dans une

langue ou une autre », sept options étaient offertes : (1) lectorat ciblé; (2) motif politique et culturel; (3) langue d'usage dans ce domaine; (4) prestige; (5) réputation de la maison d'édition / de la revue; (6) le français est langue maternelle ou l'anglais est la langue d'usage; (7) capacité des évaluateurs potentiels. Les répondants avaient la possibilité de cocher tous les motifs qui correspondaient à leur situation.

Comme outil d'analyse, nous avons eu recours à trois modèles de régression logistique ordinale. Le choix de ces modèles se justifie par la structure des variables dépendantes qui est ordinale. Ces modèles sont basés sur une approche de probabilité maximale. Cela signifie qu'il est impossible d'interpréter les coefficients ou les poids de régressions qui sont exprimés en « log odds ». Afin d'interpréter l'impact substantiel de variables, nous avons transformé les coefficients des variables significatives en probabilité estimative. Pour effectuer cette transformation, nous avons utilisé le programme « Clarify » développé par Michael Tomz, Jason Wittenberg et Gary King (Tomz et coll., 2003).

### Analyse des résultats

Le tableau 1 présente les statistiques univariées portant sur la répartition des publications en anglais, en français ou dans une autre langue. Il illustre qu'il y a peu de chercheurs qui publient uniquement dans l'une des deux langues ou qui ne publient pas du tout en anglais ou en français. Par contre, l'analyse croisée met également en lumière le fait qu'il y a des chercheurs pour qui la majorité des publications se fait en français ou en anglais. Quels facteurs structurels expliquent la propension d'un chercheur à publier dans l'une ou l'autre langue? Le tableau 2 répond à cette question. Trois facteurs influencent le choix de publier en français, à savoir : (1) le domaine de recherche ; (2) le fait d'avoir rédigé sa thèse de doctorat en français ; et (3) le rang professoral. Les autres variables indépendantes n'influencent pas le choix d'un chercheur quant à la langue de publication. Il faut toute-fois mentionner que l'une des principales raisons qui expliquent le choix de la langue de publication est la volonté de rejoindre le lectorat. C'est le cas de

Tableau 1 Pourcentage des publications en français, en anglais et dans une autre langue

	Nul (0%)	Faible (1–33%)	Moyen (34–66%)	Élevé (67–99%)	Maximal (100%)
Français	8,0	37,6	25,6	24,0	4,8
Anglais	4,0	26,4	35,2	26,4	8,0
Autre langue	81,6	16,8	1,6	0,0	0,0

Tableau 2 Régression logistique ordinale mesurant les facteurs structurels ayant une incidence sur le pourcentage des publications en français

	M	odèle 1
Politique canadienne / québécoise	1,31**	(,585)
Pensée politique	1,59**	(,709)
Politique comparée	1,15*	(,649)
Administration publique	-0,670	(,569)
Autre	-0,674	(,579)
Thèse de doctorat rédigée en français	3,71***	(,635)
L'université décernant le doctorat est francophone	0,049	(,498)
Participant à un groupe de recherche en français	-0,077	(,399)
Sexe	-0,631	(,412)
Professeur agrégé	1,16**	(,540)
Professeur titulaire	1,32**	(,546)
Professeur émérite	2,98***	(1,01)
Point de rupture 1	-0,670	(,636)
Point de rupture 2	2,86***	(,709)
Point de rupture 3	4,79***	(,782)
Point de rupture 4	7,52***	(,941)
Pseudo R2		0,263
Probabilité maximale	_	127,17
N		122

Erreur type entre parenthèses, p < .1, p < .05, p < .01 (nature bilatérale)

57,6 pour cent de ceux qui publient en français et de 60 pour cent de ceux qui le font en anglais.

Cela dit, le facteur ayant le plus de poids quant au choix d'un chercheur de publier en français est la rédaction de la thèse de doctorat dans cette langue. Le tableau 3, à la suite de la transformation de la variable en probabilité estimative—en assumant que toute autre variable soit située sur la médiane—montre que la probabilité de publier plus d'un tiers des travaux en français pour les chercheurs ayant écrit leurs thèses en

Tableau 3 Probabilité estimative de publier en français selon la langue de la thèse de doctorat (pourcentage)

% des publications	Thèse de doctorat rédigée en français	Thèse de doctorat rédigée dans une autre langue (anglais)
Nul (0%)	3,2	50,2
Faible (1–33%)	43,3	46,2
Moyen (34–66%)	36,6	3,0
Élevé (67–99%)	15,4	0,6
Maximal (100%)	1,6	0,1

français s'élève à 53,6 pour cent. Par contre, le modèle prédit que ceux ayant composé leurs thèses dans une autre langue (ce qui veut essentiellement dire l'anglais, car seulement deux répondants indiquent avoir écrit leurs thèses dans une autre langue que le français ou l'anglais) affichent une probabilité de seulement 3,7 pour cent de publier un tiers ou plus de leurs travaux en français.

Le deuxième facteur significatif est le sous-champ disciplinaire (tableau 4). Notre modèle indique qu'une probabilité de publier au moins les deux tiers des travaux en français est plus élevée dans les sous-champs de la politique canadienne / québécoise (40%), de la pensée / théorie politique (47,8%) et de la politique comparée (36,3%); les prédictions de publier au moins deux travaux sur trois en français sont moins élevées pour les politologues francophones en relations internationales (17%)², en administration publique (14,5%) ou ayant identifié la catégorie « autre » (9,9%).

La transformation en probabilité estimative de la dernière variable suggère que la tendance à publier en français varie selon le rang professoral (tableau 5). En effet, la probabilité estimée de publier surtout en français (lorsque l'on additionne les pourcentages élevé et maximal) est respectivement de 15,2 pour cent pour les professeurs adjoints, 36,3 pour cent pour les professeurs agrégés et 40,1 pour cent pour les professeurs titulaires. Ce pourcentage estimé grimpe à 73,2 pour cent pour les professeurs émérites ou associés. Notre sondage ne demandait pas l'âge des répondants, mais il est possible d'y voir un effet de génération puisque la moyenne d'âge des professeurs adjoints est généralement plus basse que celle des professeurs agrégés ou titulaires.

Tableau 4 Probabilité estimative de publier en français selon les sous-champs de la discipline (pourcentage)

% des publications	Politique canadienne / québécoise	Pensée / théorie politique	Politique comparée
Nul (0%)	1,1	0,8	1,3
Faible (1–33%)	20,7	17,2	23,7
Moyen (34–66%)	38,2	35,8	38,7
Élevé (67–99%)	34,5	39,1	31,5
Maximal (100%)	5,5	8,7	4,8
	Relations internationales	Administration publique	Autre
Nul (0%)	3,2	4,4	6,4
Faible (1–33%)	43,3	47,9	55,4
Moyen (34–66%)	36,6	33,3	28,3
Élevé (67–99%)	15,4	13,1	9,0
Maximal (100%)	1,6	1,4	0,9

Tableau 5									
Probabilité	estimative	de	publier	en	français	selon	le	rang	professoral
(pourcentage	e)								

% des publications	Prof. adjoint	Prof. agrégé	Prof. titulaire	Prof. émérite
Nul (0%)	3,8	1,1	0,9	0,2
Faible (1–33%)	45,6	22,0	19,4	6,2
Moyen (34–66%)	35,1	40,7	39,6	20,4
Élevé (67–99%)	13,8	32,0	35,0	51,6
Maximal (100%)	1,6	4,3	5,1	21,6

Après avoir identifié les facteurs structurels incitant les politologues francophones canadiens à publier soit en français soit en anglais, nous avons effectué une analyse des motifs les amenant à publier dans une langue plutôt qu'une autre (tableau 6). Le modèle 2 fait état des motivations derrière le choix de publier en français, tandis que le modèle 3 illustre les raisons invoquées lorsqu'ils publient en anglais. Il apparaît clairement que les facteurs cités pour publier en français ou en anglais sont très similaires. En fait, les deux modèles suggèrent les trois mêmes facteurs motivationnels : (1) le français / l'anglais est considéré comme la langue d'usage dans ce domaine ; (2) la réputation de la maison d'édition / de la revue ; et

Tableau 6 Régression logistique ordinale mesurant les motivations à publier en français ou en anglais

	Modè (Franc		Modèle 3 (Anglais)	
Lectorat ciblé	0,426	(,360)	0,317	(,375)
Motif politique ou culturel	0,342	(,373)	-0,135	(,737)
Le français/ l'anglais est la langue d'usage dans ce domaine	1,00*	(,573)	0,853**	(,387)
Prestige de la langue	0,730	(1,38)	-0,182	(,369)
Réputation de la maison d'édition/ de la revue	0,960*	(,503)	1,24**	(,415)
Français langue maternelle / anglais langue d'usage	2,21***	(,471)	2,95***	(1,38))
Capacité de lecture des évaluateurs potentiels	1,03	(,770)	0,107	(,400)
autres	1,76**	(,798)	0,888	(,737)
Point de rupture 1	-0,790	(,438)	1,96***	(,554)
Point de rupture 2	2,21***	(,498)	0,657	(,439)
Point de rupture 3	3,59***	(,542)	2,36***	(,483)
Point de rupture 4	5,95***	(,695)	4,33***	(,587)
Pseudo R2	0,133		0,07	
Probabilité maximale	-152	2,49	-162,66	
N	125		125	

Erreur type entre parenthèses, p < 0.1, p < 0.05, p < 0.01 (nature bilatérale)

(3) le français comme langue maternelle ou l'anglais comme langue d'usage. Les autres variables ne jouent aucun rôle dans le choix des chercheurs de publier en anglais ou en français.

Les tableaux 7 à 9 estiment la probabilité de publier soit en français, soit en anglais, à la lumière des trois variables significatives préalablement identifiées. Pour les transformations en probabilités estimatives, nous assumons encore une fois que toutes les autres variables sont situées à la médiane. Premièrement, le tableau 7 révèle que le fait de mentionner le français comme langue maternelle du chercheur a un impact considérable sur le choix de la langue de publication. Néanmoins, cette influence est beaucoup plus marquée pour les politologues francophones pour qui la langue d'usage est l'anglais. Par exemple, le modèle 3 prédit que 68,9 pour cent des répondants dont l'anglais est la principale langue d'usage publient uniquement en anglais, et 91,7 pour cent font paraître plus des deux tiers de leurs travaux en anglais. L'effet n'est pas aussi marqué chez les répondants pour qui le français, langue maternelle, est l'une des principales raisons pour diffuser leurs travaux ; la probabilité de publier uniquement en français est beaucoup plus basse, soit 4,2 pour cent. Toujours selon le modèle 3, seulement 29 pour cent de ces participants dont la langue maternelle est le français affichent une probabilité élevée ou maximale de publier en français (tableau 7). Par contre, ceux pour qui l'anglais est devenu la principale langue d'usage optent pour cette langue. La

Tableau 7 Probabilité estimative de publier en français ou en anglais selon le motif « la langue maternelle » (pourcentage)

% des publications	Probabilité de publier en français				
, a des paonearons	Mention français langue maternelle	Absence de mention français langue maternelle			
Nul (0%)	3,5	23,6			
Faible (1–33%)	35,9	61,4			
Moyen (34-66%)	31,7	10,6			
Élevé (67–99%)	24,8	4,0			
Maximal (100%)	4,2	0,5			
	Probabilité de publier en anglais				
	Mention anglais langue d'usage	Absence de mention anglais langue d'usage			
Nul (0%)	0,1	1,5			
Faible (1–33%)	1,7	13,9			
Moyen (34–66%)	6,4	33,3			
Élevé (67–99%)	22,8	37,7			
Maximal (100%)	68,9 13,6				

même tendance est présente chez les répondants dont la langue maternelle est le français, mais dans une moindre mesure.

Pour le deuxième indicateur significatif, à savoir ceux qui ont mentionné la langue d'usage dans le domaine d'étude comme motif du choix linguistique, l'impact de cette variable est similaire, peu importe la langue de publication. La probabilité de publier deux tiers des travaux ou plus en français est estimée à 51,4 pour cent pour ceux qui affirment que le français est la langue d'usage dans leur domaine. Pour ceux qui considèrent plutôt que l'anglais est la langue d'usage dans leur domaine, les probabilités estimées par le modèle sont presque identiques, soit 51,3 pour cent (tableau 8). En somme, la perception de la langue du lectorat associé à l'objet d'étude joue un rôle important dans le choix linguistique.

Pour le troisième et dernier indicateur significatif, à savoir la réputation de la maison d'édition / de la revue, nos transformations en probabilités estimatives indiquent une influence semblable sur le choix de publier en français ou en anglais (tableau 9). Ainsi, la probabilité de publier plus des deux tiers des travaux en français lorsque la raison donnée est celle de la réputation d'une maison d'édition ou d'une revue française s'élève à 46 pour cent. De même, la probabilité de publier plus des deux tiers des travaux en anglais est de 51,3 pour cent chez ceux qui invoquent le fait que les maisons d'édition anglophones ont une bonne réputation.

Tableau 8 Probabilité estimative de publier en français ou en anglais selon le motif « la langue d'usage dans le domaine » (pourcentage)

Probabilité de publier en français			
Mention que le français est la langue d'usage dans le domaine	Absence de la mention que le français est la langue d'usage dans le domaine		
1,5	3,6		
19,3	36,3		
27,7	31,9		
40,6	24,3		
10,8	4,0		
Probabilité de publier en anglais			
Mention que l'anglais est la langue d'usage dans le domaine	Absence de mention que l'anglais est la langue d'usage dans le domaine		
1,5	3,5		
13,9	26,5		
33,3	38,8		
37,7	24,8		
13,6	6,4		
	Mention que le français est la langue d'usage dans le domaine  1,5 19,3 27,7 40,6 10,8  Probabilité d  Mention que l'anglais est la langue d'usage dans le domaine  1,5 13,9 33,3 37,7		

Tableau 9 Probabilité estimative de publier en français ou en anglais selon le motif « réputation de la maison d'édition / revue » (pourcentage)

% des publications	Probabilité de publier en français				
, a des paoneanons	Mention de la réputation de la maison d'édition / de la revue francophone	Absence de mention de la réputation de la maison d'édition / de la revue francophone			
Nul (0%)	4,6	3,6			
Faible (1-33%)	26,2	36,3			
Moyen (34-66%)	23,2	31,9			
Élevé (67–99%)	33,0	24,3			
Maximal (100%)	13,0	4,0			
	Probabilité de publier en anglais				
	Mention de la réputation de la maison d'édition / de la revue anglophone	Absence de mention de la réputation de la maison d'édition / de la revue anglophone			
Nul (0%)	1,5	4,7			
Faible (1–33%)	13,9	32,7			
Moyen (34–66%)	33,3	38,1			
Élevé (67–99%)	37,7	19,8			
Maximal (100%)	13,6				

Puisque la réputation du chercheur est liée à la qualité des lieux de publication, cette donnée n'est guère étonnante.

En somme, trois facteurs jouent un rôle important dans les choix qui sont faits. Néanmoins, la valeur de prévisibilité pour chacun d'eux n'est pas la même. La langue maternelle est le motif le plus important permettant de prédire une forte propension à publier en français, suivi de la langue d'usage dans le domaine. La réputation du lieu de publication est la troisième raison, même en ce qui concerne les publications en langue anglaise. Évidemment, la notion de « réputation » peut être définie de bien des façons. Toutefois, on peut présupposer qu'il existe une association entre la réputation, le facteur d'impact présumé et le nombre de citations obtenues. Cette observation est intéressante, car elle montre que les décisions ne reposent pas uniquement sur l'impératif d'obtenir un nombre élevé de citations, mais répondent à d'autres préférences qui renvoient aussi bien au processus d'écriture lui-même qu'à l'identification du lectorat potentiellement intéressé par les travaux qui font l'objet d'une publication à la lumière des pratiques observées dans le domaine d'études.

Finalement, deux questions ouvertes permettaient aux répondants d'émettre des commentaires. La première faisait suite à la question « Estce qu'il y a des facteurs qui vous inciteraient à publier davantage en

français? ». Ceux qui avaient répondu « oui » (soit 65 répondants) étaient invités à les préciser s'ils le souhaitaient. De ce nombre, 61 ont pris la peine de le faire. La dernière question invitait à formuler des commentaires concernant les enjeux linguistiques liés aux pratiques de publication / communication en science politique. Nous en avons obtenu 27.

À la question de savoir si des facteurs pourraient inciter à publier davantage en français, 52 pour cent des répondants ont répondu « oui ». Les croisements univariés nous apprennent que cette proportion ne change pas en fonction du genre, de l'endroit où est localisée leur université (à l'exception des universités à l'extérieur du Québec et de l'Ontario où sept des neuf participants ont répondu « oui »), ou de la langue dans laquelle ils ont rédigé leurs thèses de doctorat. Par contre, il existe des variations importantes selon les sous-champs de la discipline. La proportion est plus élevée pour les chercheurs en politique canadienne / québécoise (60,9%), elle est encore plus marquée pour les politologues en pensée / théorie politique (81,9%). C'est plutôt l'inverse pour ceux en politique comparée (25%), alors que ceux qui s'inscrivent dans les sous-champs des relations internationales (51,4%) et de l'administration publique (52,6%) se rapprochent de la moyenne. Il existe aussi une variation marquée selon le rang professoral. Les professeurs adjoints sont plus nombreux à penser que certains facteurs pourraient les inciter à publier davantage en français (73,9%), alors que cet appui diminue significativement auprès des professeurs aux rangs d'agrégés (58,8%) et de titulaires (35,5%).

## L'opinion des politologues francophones : Comment publier davantage en français?

Les commentaires reçus peuvent être divisés en deux catégories. La première renvoie à des facteurs exogènes, c'est-à-dire aux éléments sur lesquels les politologues francophones peuvent exercer une influence relativement limitée. La deuxième catégorie est constituée de facteurs qualifiés d'endogènes dans la mesure où ils interpellent, d'une manière ou d'une autre, la culture scientifique, les pratiques institutionnelles des départements de science politique, des universités et des organismes subventionnaires québécois et canadiens.

Les répondants ont identifié trois facteurs exogènes qui pourraient avoir une incidence sur une augmentation de leurs publications en français. Pour l'essentiel, la première préoccupation tient à la présence (ou non) d'un « marché » pour les publications en langue française. Ainsi, on souhaiterait que le lectorat de travaux publiés en français soit plus vaste. Un participant a résumé ce souhait dans les termes suivants : « une communauté plus grande et plus dynamique de politologues francophones ». Toutefois, la présence d'un plus grand lectorat n'est pas, en soi,

suffisante. Le deuxième facteur renvoie au vœu formulé par plusieurs participants quant à l'existence d'un plus grand nombre de maisons d'édition et de revues de qualité, prestigieuses, publiant des travaux en français et dont le facteur d'impact est élevé. En d'autres termes, si les publications en français affichaient des facteurs d'impact comparables aux revues en langue anglaise, les politologues francophones seraient plus nombreux à publier dans leur langue. Par ailleurs, un répondant souligne qu'il existe des revues françaises de grande qualité, mais que celles-ci sont surtout centrées sur des problématiques « franco-françaises ». Il mentionne que si ces revues « étaient plus ouvertes aux contributions hors France et plus comparatives, il y aurait un intérêt à y faire paraître ses travaux afin de rejoindre un plus grand lectorat ». Un troisième facteur interpelle la communauté élargie des politologues. De nombreux répondants aimeraient que plus de chercheurs de langue anglaise, au Canada comme à l'étranger, soient en mesure de lire les publications en langue française<sup>3</sup>. En somme, si les publications en français rejoignaient un public aussi nombreux que celles en anglais, disposaient de véhicules aussi prestigieux, conféraient un prestige comparable, le choix quant à la langue de publication pourrait être différent. Il s'agit, pour l'essentiel, de facteurs structurels et la logique sous-jacente des répondants s'inscrit dans un choix rationnel selon lequel il est somme toute préférable de publier en anglais. Nombreux sont ceux qui publieraient davantage en français si leurs travaux pouvaient concurremment être diffusés en anglais. Dans cette perspective, plusieurs ont suggéré que des fonds soient accessibles aux chercheurs pour que les publications en français puissent être traduites en anglais, que les revues scientifiques publient simultanément les articles dans les deux langues ou qu'elles permettent de faire paraître en traduction anglaise un article déjà publié. En d'autres termes, une publication parue en langue française finirait par rejoindre l'auditoire qui lit ce qui s'écrit en anglais4.

Les répondants ont aussi fait état de facteurs qui interpellent les institutions universitaires et renvoient, plus fondamentalement, à une transformation de la culture scientifique. Il s'agit de facteurs que nous avons qualifiés d'endogènes. Pour l'essentiel, ils soulignent la nécessité d'obtenir une reconnaissance comparable lorsqu'ils publient en langue française. Ainsi, les publications en français sont moins valorisées dans les processus de permanence et de promotion. Un répondant témoigne du fait que « même si ce n'est pas toujours explicite, on nous rappelle qu'il est important de publier dans les revues les plus importantes et essentiellement dans des revues académiques »; il ajoute que « sans que ce soit dit explicitement, on suggère par ailleurs que les revues les plus "importantes" sont en langue anglaise en raison du volume de lectorat ». Les répondants sont nombreux à craindre d'être pénalisés dans l'évaluation de leur performance en recherche et leur chance d'obtenir une promotion dans la mesure où les

administrateurs universitaires (et plusieurs collègues) accordent trop d'importance aux facteurs d'impact tout en n'étant pas suffisamment sensibilisés au fait que la discipline n'est pas homogène – certains domaines de recherche portent sur des réalités nationales et locales pour lesquelles le lectorat est francophone. La même observation est faite concernant les organismes subventionnaires qui, fait-on remarquer, n'ont aucune politique qui reconnaît, voire encourage la diffusion des connaissances dans l'une des deux langues officielles du Canada – ou en français en ce qui concerne les organismes québécois dont c'est pourtant la langue officielle.

Au final, l'absence ou les problèmes liés à la reconnaissance de la diffusion des activités savantes en français et la dévalorisation de diversité linguistique (que ce soit en français ou dans une langue autre que l'anglais) sont mentionnés par 31 des 61 (50,9%) personnes qui ont rédigé un commentaire. Des répondants ont indiqué qu'ils étaient « pénalisés », voire « punis », lorsqu'ils publiaient en français. C'est d'ailleurs le facteur qui est le plus souvent soulevé. D'autre part, des répondants ont mentionné qu'ils diffuseraient davantage leurs activités scientifiques en français s'ils pouvaient compter sur un réseau solide. L'un d'entre eux propose de faire appel à la francophonie « pour construire une plateforme de diffusion qui n'existe pas présentement ». À cet égard, les politologues francophones sont invités à alimenter à plus grande échelle la communauté scientifique, que ce soit en Amérique du Nord ou en collaboration avec les pays où le français occupe une place importante.

### Conclusion

Il ne semble faire aucun doute que l'anglais est perçu comme la *lingua franca* de la science politique. Seulement 6,4 pour cent des politologues francophones canadiens sont plutôt en désaccord avec cette affirmation et aucun n'a exprimé l'avis qu'il est fortement en désaccord. De fait, la quasi-totalité des politologues francophones diffuse une proportion significative de leurs travaux en anglais. Pourtant, comme l'a démontré notre étude, une proportion tout aussi significative des résultats de recherche continue à être diffusée en français. Cette apparente contradiction peut toutefois être expliquée.

Le sondage que nous avons réalisé montre bien que les choix linguistiques sont plus complexes qu'il n'y paraît. D'abord, le fait d'avoir rédigé sa thèse en français plutôt qu'en anglais augmente la probabilité de publier davantage dans sa langue maternelle. Présenté autrement, les politologues francophones qui ont écrit leurs dissertations en anglais publient peu ou pas du tout en langue française. Évidemment, le fait d'avoir poursuivi des études doctorales dans une institution dont la langue officielle est l'anglais augmente fortement la propension à rédiger sa thèse dans cette langue.

Ce fut le cas pour 79,2 pour cent des répondants. Inversement, 95 pour cent d'entre ceux qui ont fréquenté une institution dont la langue officielle est le français ont soumis une dissertation écrite dans cette langue.<sup>5</sup> Nous pouvons raisonnablement en déduire que la maîtrise et la familiarité avec l'anglais sont l'un des facteurs permettant d'expliquer un accroissement très significatif de la probabilité de publier surtout dans cette langue.

Les données montrent aussi que les sous-champs disciplinaires peuvent avoir une incidence sur les choix linguistiques. Ainsi, les spécialistes en pensée politique et en politique canadienne / québécoise diffusent davantage leurs travaux en français, tout comme c'est le cas des politologues en politique comparée. L'auditoire auquel s'adressent ces publications, tout comme le fait de percevoir cette langue comme étant pertinente dans ces domaines, constituent des facteurs déterminants dans les choix linguistiques opérés. Le statut des langues varie considérablement au sein de la discipline en fonction des domaines d'études. Finalement, des facteurs institutionnels, liés à la reconnaissance du statut de chercheur – et plus fondamentalement aux conditions d'obtention de la permanence dans les universités canadiennes - influencent les choix qui se modifient au fil des années. Ainsi, les politologues au rang de professeurs adjoints privilégient davantage l'anglais et cette tendance tend à s'atténuer progressivement pour les professeurs aux rangs d'agrégés et de titulaires. Il est possible que les pressions institutionnelles favorisant les publications en anglais s'atténuent dès lors que la sécurité d'emploi est obtenue ou que la reconnaissance par les pairs est acquise. Toutefois, cette progression n'est pas, en soi, garantie dans l'avenir puisqu'il faut tout de même noter l'inversion importante qui s'est opérée au fil des décennies; un plus grand nombre de professeurs adjoints a rédigé sa thèse en anglais (56,5%), par rapport aux professeurs agrégés (43,1%) ou titulaires (33,3%). Cela s'explique en partie par le fait qu'une proportion plus élevée de professeurs titulaires ou associés (soit 54,9%) a fréquenté des institutions francophones, cette proportion n'étant plus que de 34,8 pour cent chez les professeurs au rang d'adjoint. D'autres raisons liées aux mutations du milieu universitaire peuvent aussi jouer un rôle important, notamment les critères d'évaluation du « rendement » professoral (particulièrement en ce qui concerne les promotions) en fonction de paramètres bibliométriques, les impératifs institutionnels qui valorisent le réseautage international ou la perception selon laquelle les publications en français sont moins reconnues. L'ensemble de ces facteurs pourrait laisser croire à la présence d'un effet générationnel. Il est donc raisonnable de penser que les politologues en début de carrière continueront à principalement publier en anglais tout au long de leur parcours professionnel et que la proportion des publications en français diminuera graduellement au cours des prochaines années. Vue sous cet angle, la pérennité de la transmission, en français, des connaissances produites en science

politique n'est pas remise en question, bien que celles-ci risquent fort d'occuper une place moins grande que ce ne fut le cas dans le passé.

#### NOTES

- 1 La réalisation de cette étude a été rendue possible grâce à une subvention du Programme de soutien à la recherche en matière d'affaires intergouvernementales et d'identité québécoise octroyée par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du Gouvernement du Québec. Nous tenons à remercier Andréanne Apablaza Francoeur qui a apporté son concours à titre d'assistante de recherche. Nos remerciements s'adressent aussi à Jean-François Godbout ainsi qu'aux trois évaluateurs anonymes.
- 2 Ce résultat concernant le domaine des relations internationales complète les données présentées par J. Cornut et S. Roussel, qui nous apprenaient que les chercheurs francophones qui s'intéressent à la politique extérieure du Canada publiaient 68,5 pour cent de leurs travaux en français (Cornut et Roussel, 2011a: 158). Toutefois, ils notaient un renversement récent : « l'anglais est de plus en plus présent, au point où, ces dernières années, les francophones publient plus en anglais qu'en français » (Ibid.: 159). Notre étude ne remet pas en question ce résultat se rapportant à ce sous-groupe particulier qui pourrait avoir opté pour des choix linguistiques fort différents de ceux du groupe, plus large, ayant participé à notre étude.
- 3 Des études ont pourtant démontré que les politologues au Canada anglais citent peu les travaux réalisés par les politologues francophones canadiens sur des enjeux liés à la politique canadienne (Rocher, 2007). Pour leur part, Cornut et Roussel soulignaient que dans le domaine de la politique étrangère canadienne, les publications de politologues étaient six fois plus citées lorsqu'elles apparaissaient en anglais plutôt qu'en français (Cornut et Roussel, 2011b: 702).
- Notons que cette approche a été critiquée par Yves Gingras et Sébastien Mosbah-Natanson. Ils ont démontré que cette stratégie, adoptée par la revue française Population, s'était certes traduite par une augmentation des citations des articles publiés en anglais, mais aussi par une diminution concomitante des citations des articles parus en français. Ils notent aussi que cette revue a vu s'accroître le nombre d'articles soumis de l'extérieur de la France, mais que cela s'est fait au détriment de la présence des chercheurs français dans la revue. C'est dire que la stratégie d'internationalisation de Population n'a pas nécessairement bien servi les chercheurs français qui travaillent sur des problématiques françaises. Ils analysent aussi le cas de la Revue française de sociologie, qui publie annuellement un English Issue dans lequel on retrouve une sélection d'articles parus en français, mais traduits en anglais. Ils concluent qu'il n'y a pas vraiment eu de différence marquée entre les citations obtenues par la Revue et l'English Issue. Ils expliquent ce résultat par le fait que les sociologues « qui publient en anglais sur l'histoire des sciences sociales françaises lisent le français directement. On pourrait aussi ajouter l'hypothèse que les sociologues qui travaillent sur la société française, et qui sont donc susceptibles de chercher des analyses dans les revues françaises de sociologie, ont de fortes chances aussi d'avoir développé leur capacité linguistique » (2010 : 317).
- 5 Cette forte corrélation entre les variables (1) langues de l'institution et (2) langue de rédaction de la thèse fait en sorte que, dans notre modèle de régression (tableau 2), seule la seconde variable apparaît comme étant significative. Néanmoins, si nous retirons cette variable de la régression, la fréquentation d'une institution dont la langue officielle est le français devient statistiquement significative et positivement corrélée au pourcentage des publications en français.

### Références

- Altbach, Philip G. 2007. « The Imperial Tongue: English as the Dominating Academic Language ». *Economic and Political Weekly* 42 (36): 3608–3611.
- Ammon, Ulrich. 2006. « Language Planning for International Scientific Communication: An Overview of Questions and Potential Solutions ». Current Issues in Language Planning 7 (1): 1–30.
- Ammon, Ulrich. 2010. « The Hegemony of English ». Dans *World Social Sciences Report. Knowledge Divide*, dir. International Social Sciences Council. Paris: UNESCO.
- Ammon, Ulrich. 2012. « Linguistic Inequality and its Effects on Participation in Scientific Discourse and on Global Knowledge Accumulation–With a Closer Look at the Problems of the Second-Rank Language Communities ». Applied Linguistics Review 3 (2): 333–355.
- Blais, André. 2016. « The Language of Political Science: Should it be English? ». *European Political Science* (parution devancée, 4 mars 2016; doi:10.1057/eps.2016.5).
- Burrough-Boenisch, Joy. 2006. « Negotiable Acceptability: Reflections on the Interactions between Language Professionals in Europe and NSS Scientists Wishing to Publish in English ». *Current Issues in Language Planning* 7 (1): 31–43.
- Canagarajah, Suresh. 2007. « Lingua Franca English, Multilingual Communities, and Language Acquisition ». *The Modern Language Journal* 91: 923–939.
- Conseil de la langue française. 1986. La place du français dans l'information scientifique et technique: rapport et avis à la Ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française. Québec: Conseil de la langue française.
- Cornut, Jérémie et Stéphane Roussel. 2011a. « Un champ et deux univers? Les francophones dans l'étude de la politique étrangère canadienne ». *Politique et sociétés* 30 (1) : 139–164.
- Cornut, Jérémie et Stéphane Roussel. 2011b. « Canadian Foreign Policy. A Linguistic Divided Field ». Canadian Journal of Political Science 44 (3): 685–709.
- Crystal, David. 2003. English as a Global Language. Second Edition. Cambridge: Cambridge University Press.
- de Swann, Abram. 2001. « English in the Social Sciences ». Dans *The Dominance of English as a Language of Science: Effects on Other Languages and Language Communities*, dir. Ulrich Ammon. Berlin: Mouton de Gruyter.
- Dion, Jennifer. 2012. Le défi de former une relève scientifique d'expression française. L'usage du français et de l'anglais dans la formation universitaire. Québec : Conseil supérieur de la langue française.
- Drapeau, J. Arnold. 1991. « La langue de publication et de communication des chercheurs rattachés aux universités francophones ». Dans Le français dans l'activité scientifique et technique : quatre études. Québec : Conseil de la langue française.
- Frenken, Koen, Jarno Hoekman et Sjoerd Hardeman. 2010. « The Globalization of Research Collaboration ». Dans *World Social Sciences Report. Knowledge Divide*, dir. International Social Sciences Council. Paris: UNESCO.
- Gingras, Yves. 1984. « La valeur d'une langue dans un champ scientifique ». Recherches sociographiques 25 (2): 285–296.
- Gingras, Yves et Camille Limoges. 1991. La langue des manuels et de la documentation de base dans les cours obligatoires de l'enseignement scientifique universitaire de premier cycle au Québec. Rapport préparé pour le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.
- Gingras, Yves et Christine Médaille. 1991. La langue de publication des chercheurs québécois en sciences naturelles, génie et sciences biomédicales (1980–1988). Rapport préparé pour le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.

- Gingras, Yves et Sébastien Mosbah-Natanson. 2010. « Les sciences sociales françaises entre ancrage local et visibilité internationale ». European Journal of Sociology 51 (2): 305–321.
- Hamel, Rainer Enrique. 2006. « The Development of Language Empires ». Dans Sociolinguistics-Soziolinguistik. An International Handbook of the Science of Language and Society. Ein internationales Handbuch zur Wissenschaft von Sprache und Gesellschaft. Second Edition, dir. Ulrich Ammon, Norbert Dittmar, Klaus J. Mattheier et Peter Trudgill. Berlin/New York: Walter de Gruyter.
- Imbeau, Louis M. et Mathieu Ouimet. 2012. « Langue de publication et performance en recherche ». *Politique et Sociétés* 31 (3) : 39–65.
- Kraus, Peter A. 2016. « In Defense of a Multilingual Political Science », *European Political Science* (parution devancée, 4 mars 2016; doi:10.1057/eps.2016.7).
- Laslier, Jean-François. 2016. « The Consequences of Internationalization on Research Topics in Economics » European Political Science (parution devancée, 4 mars 2016; doi:10.1057/eps.2016.8).
- Levitt, Ruth, Barbara, Janta, Ala'a Shehabi, Daniel Jones et Elizabeth Valentini. 2009. Language Matters: The Supply of and Demand for UK Born and Educated Academic Researchers with Skills in Languages other than English. Santa Monica: Rand Corporation.
- Lillis, Theresa et Mary Jane Curry. 2010. Academic Writing in a Global Context: The Politics and Practices of Publishing in English. Londres et New York: Routledge.
- Lublin, David. 2016. « The Case for English ». European Political Science (parution devancée, 4 mars 2016; doi:10.1057/eps.2016.6).
- Montgomery, Scott L. 2013. *Does Science need a Global Language? English and the Future of Research*. Chicago: University of Chicago Press.
- Montpetit, Éric, André Blais et Martial Foucault. 2008. « What Does It Takes for a Canadian Political Scientist to Get Cited » *Social Science Quarterly* 89 (3): 802–816.
- Pennycook, Alastair. 1998. *English and the Discourses of Colonialism*. London: Routledge. Phillipson, Robert. 1992. *Linguistic Imperialism*. Oxford: Oxford University Press.
- Phillipson, Robert. 2015. « Linguistic Imperialism of and in the European Union ». Dans *Revisiting the European Union as Empire*, dir. Hartmut Beh et Yannis A. Stivachtis. New York: Routledge.
- Rocher, François. 1991. « Publications des chercheurs québécois rattachés aux universités francophones. Revues primaires et de synthèse ». Dans *Le français dans l'activité scientifique et technique : quatre études.* Québec : Conseil de la langue française.
- Rocher, François. 2007. « The End of the "Two Solitudes"? The Presence (or Absence) of the Work of French Speaking Scholars in Canadian Politics ». *Canadian Journal of Political Science* 40 (4): 833–857.
- Sandelin, Bo et Nikias Sarafoglou. 2004. « Language and Scientific Publication Statistics ». Language Problems and Language Planning 28 (1): 1–10.
- Tomz, Michael, Jason Wittenberg et Gary King. 2003. « Clarify: Software for Interpreting and Presenting Statistical Results ». *Journal of Statistical Software* 8 (1): 1–30.
- Tonkin, Humphrey. 2008. « Language and the Ingenuity Gap ». The Scientist 22 (4): 13.
- Van Parijs Philippe. 2011. *Linguistic Justice for Europe and for the World*. Oxford University Press.